Modes of Action of (Post)Emergency Structures and Development Actors in Charge of Ivorian Refugees in Liberia (2010 – 2011)

SAMUEL OYEYEMI AMOS
Enseignant-chercheur / Assistant
Institut Supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC de Kountia / Guinée Conakry)
samuel.amos08@gmail.com

Abstract

The institutional framework for organizations assisting Ivorian refugees in Liberia during the 2010 post-election crisis was laced with three groups of actors: emergency teams, post-emergency workers, and development actors. This categorization of actors defines the responsibilities and challenges of the aid provided. 300,000 Ivorian refugees were dispersed throughout the sub-region due to the atrocities of this electoral crisis. Liberia registered 21,539 displaced persons, representing 7.18% of the total number of ivoriens refugees. This reception took place gradually in the main camps of PTP, Bahn, and Little Wlebo. Various forms of assistance were provided, including healthcare, food and non-food items, education, and hygiene service. Faced with this humanitarian crisis, we examined how the relief effort unfolded in the different camps. Which organizations were responsible for providing healthcare? Questions also focused on those who supplied food for survival, including responsibility for camp management. To answer these questions, our research primarily involved field survey lead in the localities of Tabou, Taï, Blolequin, and Danané. The theoretical framework of this investigation was based on Harold Lasswell's 5 Ws model.

Keywords: *institutional framework, agency, assistance, refugees, Côte d'Ivoire, Liberia*

Résumé

Le cadre institutionnel des organismes d'assistance des réfugiés ivoiriens du Liberia, à l'occasion de la crise post-électorale de 2010, fut composé de trois groupes d'acteurs, notamment les structures d'urgentistes, les post-urgentistes et les acteurs de développement. Cette catégorisation d'acteurs situe les responsabilités et les enjeux des secours apportés. 300 000 réfugiés ivoiriens ont été répartis dans la sous-région en raison des atrocités de cette crise électorale. Le Liberia a enregistré 21 539 déplacés, soit 7,18 % de l'effectif total des exilés. Cet accueil s'est fait progressivement dans les principaux camps de PTP, de Bahn et de Little Wlebo. Les prises en charge de divers ordres dont les services de santé, de distribution des vivres et des non-vivres, de l'éducation, de l'hygiène, ont été effectués. Face à cette crise

humanitaire, nous nous sommes demandés comment le secours s'est déroulé dans différents camps ? Quels sont les organismes en charge des soins de santé apportés ? Les questions ont aussi porté sur ceux ayant fourni les vivres pour leur survie y compris de la responsabilité de la gestion des camps. Pour répondre à ces différentes questions, notre recherche a privilégié des enquêtes de terrain effectuées dans les localités de Tabou, de Taï, Blolequin et Danané. L'orientation théorique de cet ordre d'investigation s'est appuyée sur le modèle des 5 Q d'Harold Lasswell.

Mots clés : *cadre institutionnel, organisme, assistance, réfugié, Côte d'Ivoire, Liberia*

Introduction

Le haut-Commissariat des Réfugiés est un organisme onusien qui dispose de la primeur des activités courantes envers les demandeurs d'exil dans le monde. Dans son champ d'exécution, ces activités vont dans l'ordre de prise en charge d'urgence, de l'accueil des sinistrés, de leur hébergement et de la mise en œuvre de meilleures conditions de vie pour ceux-ci. Le mandat du HCR est assimilé à deux notions fondamentales, qui sont la protection et la recherche de solution durable (Marion Fresia, 2009). Cela laisse à croire que conformément à ses prérogatives, il joue un rôle de protecteur et entreprend des initiatives pérennes d'actions de secours.

Dans le souci de rendre dynamique, ses activités de prise en charge et de protection, le HCR agit dans un environnement institutionnel composé de collaborateurs et de partenaires. Pour cela, il est assisté par des organisations intergouvernementales régionales, (Union européenne), de la collaboration des États signataires des textes internationaux en faveur des groupes de personnes demandant le refuge y compris des nations qui les accueillent sur leur territoire ou qui ont des ressortissants en situation de refuge. En plus des partenaires susmentionnés, d'autres institutions des nations unies (UNICEF, PAM, OIM, etc.), s'impliquent également dans cette mission de secours. Enfin, nous assistons également à la collaboration de certaines institutions indépendantes et de quelques organisations non-gouvernementales tels que MSF,OXFAM, CICR, etc.

Animé de la volonté de renforcer la protection des personnes en situation de refuge vivant sur le sol ivoirien, le gouvernement par décret n°2000-84 du 16 Février 2000, a transformé le Comité National de Coordination et d'Aide aux Réfugiés Libériens » (CNCARL) en un

service dénommé « Service d'Aide et d'Assistance aux Réfugiés et Apatrides » (SAARA). Cet organe étatique travaille en étroite collaboration avec le HCR, et est chargé de mettre en œuvre une politique d'asile telle que définie par le gouvernement ivoirien. Depuis 2018, le SAARA a connu une mutation dans la poursuite de ses objectifs. Ainsi, il est dorénavant une direction sous la tutelle du ministère des affaires étrangères. Conformément aux décrets n°2018-236 du 28 Février 2018, la DAARA participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du gouvernement ivoirien en matière d'asile et d'apatridie, elle assure aussi l'assistance judiciaire et sociale des déplacés (HCR, 2018).

Dans le cadre de notre étude, Jeune Afrique (2016) fait mention portant sur la crise post-electorale ivoirienne entrainant près de 300 000 personnes en situation de détresse, reparties dans la sous-région. Dans ce registre, le Liberia a reçu un flux massif de vingt un mille cinq cent trente-neuf (21 539), soit un taux de 7,18 %. De ce fait, notre étude a ainsi relevé plusieurs camps où nos concitoyens ont séjourné durant leur prise en charge. L'on a donc relevé le site de PTP, le plus peuplé avec une capacité pouvant héberger près de 27 000 individus. Ensuite, celui de Bahn, de Dueguee, de Solo et enfin le camp de Little Wlebo. Aux constats du flux élevé d'individus accueillis dans les différentes contrées du Liberia, nous nous sommes posés la question de savoir si le pays hôte serai en mesure d'apporter une réponse humanitaire proportionnelle aux nombreuses sollicitations de besoins physiologiques.

La Croix-Rouge (2021), a attiré l'attention des uns sur quelques insuffisances auxquelles l'aide humanitaire peut être confrontée. Elle soutient qu'« *en Afrique, quelques 26 millions de personnes vivent dans des zones où les organisations humanitaires ont d'énormes difficultés à atteindre les communautés qui ont le plus besoin d'aide* ». De cette idée, nous retenons que les services de secours rencontrent des obstacles d'accès en raison de la dégradation des infrastructures routières ou en raison de l'insécurité provoquée pas des conflits armés. Aussi, face à l'arrivée des flux massif d'individus, les structures de secours font face au surpeuplement des camps, provoquant l'abandon des sites de secours et entrainant une ruée vers les agglomérations voisines.

Le surpeuplement est aussi facteur de l'insuffisance des denrées alimentaires en raison de la présence de centaines de personnes, des groupes de familles. Pour cela, des communautés ont très souvent décrié la rareté des provisions alimentaires qui demeure un des points faibles de la prise en charge des réfugiés. Selon M. Maho[1], habitant la localité de Ziriglo à Taï et ex-refugié du camp de PTP, il soutenait ceci : « *les 12 kilos de riz s'épuisaient avant la fin du mois, la ration alimentaire était insuffisante pour nos familles)* ». La question de la satisfaction de l'alimentation est le défi principal auquel les organismes humanitaires font face le plus souvent.

Enfin, comme autre irrégularité observée dans l'assistance des exilés ivoiriens, nous pouvons considérer les manquements faits au niveau du processus de rapatriement et de réintégration dans leurs localités d'origine. Dans ce registre, AMOS Oyéyémi (2025), a mis en relief les insuffisances des mesures d'accompagnement lors de la phase retour des ex-réfugiés ivoiriens. À ce sujet, il soutient que les bénéficiaires des mesures d'accompagnement à l'occasion du processus de rapatriement volontaire en Côte d'Ivoire n'ont pas tous été satisfaits. À Tabou par exemple, des personnes, n'ont pas pu bénéficier de l'accès aux non-vivres et certains individus n'ont pas pu avoir de l'argent en compensation de l'insuffisance des vivres.

Aux regards de ces dysfonctionnements relevés au niveau de ces différentes situations, des interrogations peuvent surgir également sur des similarités des faits issue de notre étude. De cette situation, notre démarche portant sur le mode d'actions des structures (post) urgentistes et des acteurs de développement en charge des exilés ivoiriens au Liberia depuis 2010–2011, pose la réflexion sur le mode d'organisation et le type de fonctionnement des acteurs pluriels d'assistance. De cette préoccupation principale, deux questions fondamentales peuvent éclore :

- √ Quels sont les types de secours apportés aux ex-réfugiés ivoiriens dans leur assistance ?

[1] Maho Kouehi, interviewé de guide d'entretien à Ziriglo (Taï)

√ Comment l'organisation de prise en charge s'est articulée autour des bénéficiaires depuis les moments d'urgence jusqu'à leur retour en Côte d'Ivoire ?

Pour répondre à ces différentes questions, notre réflexion s'organisera autour de la structuration suivante. En premier, la posture épistémologique autour de laquelle notre étude gravitera sera présentée. En seconde phase, le choix méthodologique devant nous aider pour piloter la recherche sera élucidé. Enfin, nous nous attellerons à présenter le fruit de cette investigation, suivi d'une approche contradictoire et tirer la conclusion.

1- Posture épistémologique

Le modèle des 5 Q d'Harold Lasswell, encore appelé l'approche de « la seringue hypodermique » vise à désigner l'effet ou l'impact indirect et indifférencié des médias sur les individus. Harold Lasswell a donc développé la théorie des (**5 W**) who - says what – to whom – in which channel – with what effect (Gilles Ferréol, 2004). Cet anglicisme des « 5W » correspond en langue française aux « **5Q** ». « **Qui** » s'intéressant à la personne qui engendre un processus de communication. « **Quoi** » se consacre au contenu du message émis par l'émetteur. « **Quel moyen** » à son tour reflète le mode de diffusion de l'information ?« **À Qui** » se focalise sur le récepteur du message, mieux on parlera de l'audience. Enfin, « **Quel effet** » questionne la portée des messages médiatiques sur les individus.

L'enjeu de cette théorie de Lasswell, est la correspondance de chaque « **Q** » aux enjeux de notre recherche. Le Premier « **Q** » nous renvoie aux grands groupes d'acteurs intervenant dans les mécanismes d'échanges. En cela, on distingue les structures humanitaires d'urgence telle que le HCR, MSF et la Croix-Rouge qui apportent les premiers secours. Ensuite, on retrouve d'autres organismes qui sont les humanitaires post-urgence comme l'OXFAM, le Conseil Norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugees Council : NRC), le Conseil Danois pour les (Danish Refugees Council : DRC), le Comité International de Secours (International Rescue Committee : IRC), etc. C'est-à-dire qu'ils assurent le maintien et veillent au quotidien des

déplacés en détresse. Enfin, les structures de développement comme Care International et Save The Children accompagnent les exilés jusqu'à leur retour et réintégration socio- professionnelle dans la vie active.

Le second « **Q** » se consacre au contenu du message émis par l'émetteur. Dans notre cas d'espèce, il est fonction de la feuille de route de chaque organisme humanitaire. Les différents messages émis par le HCR sont donc fonction de la progression des événements. Par exemple, dans la phase d'accueil des réfugiés ivoiriens, le HCR relaie les informations visant à les rassurer quant à leur sécurité et protection dans le pays d'accueil. Par contre, d'autres types d'information peuvent ressurgir pendant la phase d'assistance tels que mentionné sur le portail d'information abidjanais :

> Le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) et le gouvernement libérien ont lancé jeudi une campagne de sensibilisation mettant en garde les réfugiés ivoiriens au Liberia contre toute action visant à déstabiliser leur pays…Pendant les dix jours de cette campagne, "les réfugiés seront informés qu`ils sont des civils et non des combattants, et que la loi du Liberia n`est pas seulement faite pour les libériens. » (Abidjan.net, 2013).

Ce type d'information d'ordre sécuritaire vise à maintenir la stabilité sociale et est de nature à dissuader toute velléité conflictuelle.

Le troisième « **Q** » quant à lui sollicite le canal utilisé pour acheminer l'information. On parle ici du média et/ou des moyens hors média sollicités. En l'espèce, parlant des moyens médias, il s'agit particulièrement des supports de l'affichage (flyers, Affiches A3 etc.). En ce qui concerne les moyens hors média, les animateurs communautaires, les leaders d'opinion, les chefs de communautés ont

été mobilisées pour être le canal crédible d'information.

Le quatrième « **Q** » s'adresse au récipiendaire du contenu d'information et pose la question de savoir « **à Qui ?** ». Ici, on parlera de l'audience réelle ayant effectivement participé aux rencontres entre humanitaires et réfugiés pris en charge. Une catégorisation des déplacés les repartit en plusieurs groupes et en fonction des principaux camps. On note ainsi un centre à PTP, le plus peuplé avec près de 15.000 individus situés à Zwedru dans le comté de Grand Geddeh. Ensuite, nous avons celui de Bahn, localisé dans le comté de Nimba et enfin le centre de Little Wlebo situé dans le comté de Maryland au Liberia.

Enfin, le dernier « **Q** » questionne la portée des messages sur les individus. À l'instar de la « piqûre hypodermique », les effets des messages transmis dans la phase d'assistance et de secours ont la possibilité d'hypnotiser les réfugiés. Les individus à la quête du maximum d'information quant aux conditions de vie sont très attentionnés et regardants vis à vis des humanitaires.

Bien vrai que le modèle des **5Q** parvient à expliciter les acteurs du processus de prise en charge, nous réalisons toutefois quelques limites du modèle des **5Q** dans notre étude. Ce modèle nous a aussi orienté sur les éléments constitutifs de l'environnement d'assistance des réfugiés ivoiriens au Liberia. Toutefois, la phase exécutive de cette investigation considère quelques méthodes de recherche et des outils de collecte de données qui s'annoncent au niveau des lignes suivantes.

2- Approche méthodologique

La méthode sollicitée pour la mise en œuvre de notre champ d'investigation convoque la méthode qualitative. Ce procédé nous a donné l'occasion de récolter les avis et les propos des individus sur certaines questions. Cette méthode mobilisée dans notre cas d'espèce a pris en compte des focus groupes comme outil de collecte de données afin d'étudier les opinions, les attitudes, et les comportements des ex-réfugiés ivoiriens venant des camps du Liberia. Cet outil a posé

une série de questions ouvertes et fermées à un groupe de femmes et d'hommes sélectionnés parmi les ex-exilés. Concrètement dans notre démarche, nous avons pu mettre en œuvre 5 groupes de discussion dont 2 groupes d'hommes et 3 groupes de femmes repartis sur différentes localités de notre zone d'étude, provenant des différents centre de réfugiés (camps de PTT et de Bahn). Ces lieux nous ont servis de repères pour les interviewés ivoiriens venant du Liberia. Par ailleurs, il est bon de savoir que chaque focus groupe etait composé de deux types d'individu : les focus groupes d'hommes (jeunes hommes et adultes) et d'autres focus groupes composés de femmes (jeunes filles et femmes âgées). En cela, **47** ex-réfugiés, par une sélection accidentelle repartis dans les localités des départements de Taï, Blolequin, Zouan-houien ont été sollicités. Plusieurs focus groupes ont été menés, dont celui du département de Taï avec sept (**07)** personnes ont interrogées .Vingt-six (**26**) individus sollicités à Blolequin et quatorze (**14)** personnes ont fait l'objet d'étude dans le département de Zouan-Houien.

Tableau1 : récapitulatif des participants aux focus groupe hommes et femmes

N°	LOCALITES	TYPES D'INDIVIDUS	CONTEXTE	LIEU	PARTIPANT(E)S
1	Pelle Oula (Taï)	Femmes Adultes	Récolte et confrontation des données qualitatives auprès des femmes du département de Pelle Oula /Taï	Hangar d'une concession	07 personnes
2	Beoue (Blolequin)	Hommes (Adultes & jeunes)	Récolte et confrontation des données qualitatives auprès des hommes du département de Blolequin	Place publique du village de Beoue	11 personnes
3	Beoue (Blolequin)	Femmes (Adultes & jeunes)	Récolte et confrontation des données qualitatives auprès des femmes du département de Blolequin	Place publique du village de Beoue	15 personnes
4	Zouan-Hounien (Danane)	Hommes (Adultes)	Récolte et confrontation des données qualitatives auprès des hommes de la commune de Zouan-Hounien	Ancien local de la Croix Rouge à Zouan-Hounien	07 personnes

5	Zouan-Hounien (Danane)	Femmes (Adultes & jeunes)	Récolte et confrontation des données qualitatives auprès des femmes du département de Zouan-Hounien	Ancien local de la Croix Rouge à Zouan-Hounien	07 personnes
TOTAL DE PERSONNES RENCONTRÉES AU FOCUS GROUPE					**47 personnes**

3 – Mode d'organisation des humanitaires post-urgentistes

3.1 Dispositif des organismes dans les camps de prise en charge

3.1.1 Camp de PTP

À PTP, le mode d'organisation des humanitaires a vu la participation des ex-réfugiés dans les phases d'exécution des tâches. Des responsables ont été désignés pour être au cœur de plusieurs types de prise en charge provenant d'une pluralité d'ONG. Sur les onze personnes réunies à Béoué/Blolequin, quatre personnes nous ont situé sur quelques ONG en charge de leur assistance. Ils ont progressivement émis les réponses que voici : **R1** : « *Dans le camp de DUEGUE, on avait Care, NRC, Oxfam, HCR, voici les ONG dont je me souviens.* » **R2** : **«** *Je me souviens de MSF, LRRRC, IRC. »* **R3**: **«** *Save The Children, UNICEF, Caritas. »* **R4** : **«** *La Croix-Rouge, LRRRC.* » Le récapitulatif de ces échanges portent à croire que les organismes présents à Duegue, à PTP étaient constitués de Care international, NRC, Oxfam, HCR, MSF, LRRRC, IRC, Save The Children, UNICEF, Caritas, la Croix-Rouge.

Pour ce qui est du ressort du rôle de ces institutions à PTP, une catégorisation des acteurs a peaufiné notre analyse. Nous avons donc identifié les institutions en charge de l'approvisionnement des réfugiés en vivres, celles destinées à fournir des non-vivres, sans oublier les entités responsables du bien-être des enfants. Enfin, un constat fut observé aussi au niveau des structures chargées de la gestion du site de secours. Les interventions qui ont fait mention sur les organismes en charge du ravitaillement des vivres sont les suivantes : **R7 :** « *Le HCR, nous distribuait des vivres tels que le riz*. » **R3 : «** *Moi ; j'étais dans le camp de PTP, on recevait douze kilos et demi de riz.* **»** Cela dit, d'autres réactions ont mentionné les organismes qui les assistaient avec les non-vivres. Il en ressort ainsi les propos suivants : **R2 :** « À *PTP, on avait temporairement les non-vivres comme du savon*. » **R5** :

« *MSF et IRC* étaient *en charge de notre santé. »* Il a été également cité des ONG s'intéressant à l'épanouissement social et scolaire des enfants. Ces avis ci-dessous le prouvent : **R6 :** « *Save The Children était en charge de la scolarisation, l'UNICEF était porté sur l'éducation et la scolarisation des élèves. »* **R7 : «** *La Croix-Rouge faisait des recherches pour les enfants qui avaient perdu de vue leurs parents et pour des personnes qui avaient perdu de vue les autres membres de leur famille.»* Enfin, d'autres organismes ont eu la gestion et le contrôle du centre d'hébergement. Pour cela, l'enquêté **4 (R4)** soutient : « *Oxfam et CARE étaient en charge de l'hygiène des blocs y compris de l'entretien des latrines. NRC était en charge de la gestion du camp, il fournissait les abris et veillait à notre protection. »* À son tour l'interviewé, **R5** précise que la **:** « *LRRRC est l'organisme qui représentait le gouvernement liberien au sein sur le site de prise en charge.*» À l'évidence des informations obtenues plus haut, nous relevons une structuration des ONG qui assistaient l'ensemble des réfugiés. Aussi, d'autres organismes avaient pratiquement les mêmes prérogatives et se succédaient l'une après l'autre.

3.1.2 Site de cantonnement de Bahn

. Les hommes présents à cette tribune d'expression issus du centre de Bahn ont pour la plupart oublié le nom des organismes qui étaient en charge de leur assistance. Toutefois, sur sept personnes présentes, trois personnes ont énuméré quelques-unes dont ils ont encore souvenance. On retiendra ainsi des propos suivants : **R1** : «*J'ai un peu oublié mais je me souviens très bien du HCR* » **R2** : « *En plus du HCR, je me souviens de l'ONG AHA, Fine Church et Save The Children »* **R3 : «** *Il y avait beaucoup d'ONG, on a tout oublié par ce que quand une ONG finit son travail il y a une autre qui la remplace. Moi je me souviens de MSF, Care International et NRC.* **»**. Bien vrai qu'une pluralité d'ONG se sont relayées dans le camp de Bahn, il se trouve que les hommes ne s'en souviennent pas vraiment assez. Dans cet ordre d'idée, nous retenons la présence de quelques structures déjà présentes à PTP comme le HCR, Save The Children, MSF, Care International et NRC et l'apparition de nouvelles structures comme l'ONG AHA, Fine Church.

À propos du mécanisme de prise en charge des humanitaires à Bahn, les ex-pensionnaires ont expliqué et apprécié l'assistance dont

ils ont bénéficié. À cette question, tous les sept participants ont tenu à donner leur point de vue sur un point spécifique de leur prise en charge. Le premier avis recueilli dit ceci : **R1** : « *La prise en charge a débuté par les shelters (logement) par famille, NRC nous offrait les abris.* » À cet égard, le premier intervenant confirme avoir reçu des abris lors de sa prise en charge par les structures humanitaires. Après les préoccupations d'abris, il a été porté à notre connaissance des propos relatifs aux rations alimentaires mensuelles dont les réfugiés ont bénéficié : le propos **2** (**R2)** a dit ceci : « *On nous donnait la nourriture chaque fin du mois.*» Sans toutefois mentionner l'organisme en charge de la distribution des vivres, l'ancien réfugié confirme que la nourriture leur a bel et bien été servie. En plus des abris offerts, de la nourriture distribuée, les soucis de santé étaient également au centre de l'assistance des réfugiés. À cela, nous avons recensé les propos d'un autre interviewé comme suit : **R3** *« Au niveau de la santé, il y avait un centre de santé qui était à notre disposition. On s'y rendait à chaque fois que nous souffrions d'une maladie. On avait dans les débuts MSF après les humanitaires du nom de AHA, Care International étaient en charge de notre santé.* » Selon les propos obtenus ici, trois différentes ONG se sont relayées pour la santé des réfugiés ivoiriens à Bahn. Par la suite, un autre organisme s'occupait spécialement de l'abduction en eau potable. Les questions de santé passaient aussi par l'alimentation en eau potable. C'est pourquoi nous constatons à ce niveau que le HCR avait la gestion de l'eau courante. La réponse **4 (R4)** soutient quant à elle en ces termes : « *On a également reçu de l'eau potable dont le* HCR *était en charge. Chaque bloc avait sa fontaine d'eau, et un peu plus tard, un château d'eau a été construit au sein du camp.* » L'eau courante n'a donc pas manqué au sein à Bahn au Libéria. L'attention et les besoins élémentaires n'ont pas cessé de croître à telle enseigne que deux différentes structures ont contribué à l'épanouissement scolaire des enfants. Les enfants ont donc été scolarisés selon les informations données par cet ancien réfugié de Bahn : (**R5)** pour lui, : « *Save The Children avait en charge les écoles primaires Fine Church gérait le secondaire. Les enfants ont reçu des kits scolaires (cahiers, stylo, cartable et des tenues*). » Enfin, les non-vivres n'ont pas manqué au rendez-vous du bien-être social des ex-réfugiés ivoiriens, des biens et du matériel servant aux travaux domestiques ont été distribués aux anciens pensionnaires à

Bahn tel que relaté ici : **R6** « *On a eu des vêtements et les ustensiles de cuisine, les casseroles les seaux d'eau, l'ONG FCA était en charge de ce lot de non-vivre.* » On retiendra à l'issue de cette analyse que des actions élémentaires de secours ont été mis en place par l'ensemble des structures et ont contribué à l'épanouissement social et au bien-être des occupants du camp.

N 3.1.3 Résumé et interprétation des avis relatifs au mode de prise en charge des camps de PTP

Ce recueil des différentes données portant sur l'analyse des unités sémantiques, a mis en relief des idées maîtresses et significatives communes et expose le mécanisme de secours des différents organismes d'assistance. Selon les propos recueillis, le HCR et le LRRRC sont les seuls organismes qui sont apparus partout. Ensuite, on a constaté l'existence d'une vague d'institutions qui étaient en service dans les centres d'assistance. On peut citer Care International**,** Save The Children, NRC, IRC, MSF, Croix-Rouge. Enfin, on a des structures qui ont exercé uniquement dans un seul centre pour refugiés selon les interrogés. On distingue comme suit : Oxfam, UNICEF, Caritas, PAM, AHA, Fine Church.

La deuxième sous-thématique a interrogé le rôle des organismes et le type d'assistance mis en œuvre en faveur des ex-réfugiés. À ce sujet, il ressort que le PAM et le HCR ravitaillaient les réfugiés avec les vivres. La nourriture était disponible mensuellement avec douze kilos et demi de riz. Le HCR était en charge de la gestion en eau potable par moment au camp. Au niveau des non-vivres, en plus du fait que Oxfam distribuait du savon et de l'huile, les réfugiés affirment avoir reçu également des vêtements, des ustensiles de cuisine, les casseroles et des seaux. Les questions de santé relevaient principalement de MSF et IRC. Dans certaines localités, AHA et Care International étaient également en charge des questions de santé et un centre de santé était mis à la disposition déplacés. Dans certaines circonstances, NRC a offert des abris également tandis que Save The Children et l'UNICEF s'occupaient de la scolarisation des enfants et élèves en offrant des kits scolaires. La Croix-Rouge à son tour faisait des recherches en faveur des enfants ayant perdu de vue leur parent. Oxfam et Care

International étaient en charge de l'hygiène des blocs y compris de l'entretien des latrines.

Ce ballet successif des organisations auprès des réfugiés ivoiriens démontre de l'effectivité du processus de prise en charge déployé. Aussi, de cette situation, nous convenons que le HCR demeure l'épicentre des structures urgentistes et post-urgentistes. La LRRRC, agence gouvernementale libérienne vient en appui et assure la permanence au sein des différents camps. Par ailleurs, l' hétérogénéité des structures observée au sein des camps met en lumière la variété de prise de prise orchestrée pour le secours des réfugiés.

3.2 Dispositif de communication pendant l'assistance des ex-réfugiés ivoiriens

3.2.1 Propos des habitants de Beoue-Bloléquin

Le processus d'aide a impliqué des démarches de communication pour les initiatives de secours. Des ex-réfugiés ont été coptés pour jouer le rôle d'intermédiaire et d'agents d'appui aux actions terrains auprès des humanitaires. Dans cette approche, trois propos représentatifs des hommes ont justifié le rôle des hommes auprès des structures d'aide. On relève ainsi : **R1 :** « *J'ai travaillé très souvent en collaboration avec le chef de bloc, je l'aidais dans sa tâche de recueil de préoccupations et d'informations et en retour, on transmettait aux ONG. »* ***R2 :*** « *Moi j'ai été chef de bloc, la relation même était souvent difficile pour nous intermédiaire, y compris entre réfugiés et ONG. On devrait maintenir la cohésion entre les habitants de bloc. On devrait aussi faire vraiment de notre mieux pour que la prise en charge soit effective au niveau du bloc qui était sous notre responsabilité. »* **R3 :** « *Je n'ai pas été chef de bloc mais mon frère l'était, je me souviens qu'on le faisait appel pour aller à la rencontre des ONG. Il allait exposer les préoccupations des habitants de bloc. »* Ces informations montrent que les déplacés venant de Bloléquin ont manifesté le besoin d'épauler et d'accompagner les humanitaires dans leurs tâches quotidiennes de prise en charge.

Au sujet des contenus d'information échangés avec les organismes, des messages spécifiques ont été adressés aux hommes dans certains camps de réfugiés. Cela constitue un modèle d'approche

participative, générant plus la participation des hommes dans le processus de prise en charge. Toutefois, dans ce cas spécifique, la faible participation des interviewés à cette interrogation a démontré un faible contenu des messages adressés aux hommes. Deux interventions ont meublé cette lucarne : **R1 :** « *Les messages spécifiques aux hommes étaient portés aux hommes vulnérables : les hommes vulnérables, c'est-à-dire les personnes handicapées physiquement et les personnes âgées*. »**R2 : «** *Il n'y avait pas vraiment des messages spécifiques aux hommes, mais plutôt aux femmes.*» Rien de particulier n'est ressorti des messages destinés aux hommes issus de Bloléquin.

3.2.2 Avis des ex-réfugiés de Zouan-Hounien/Danané sur l'initiative de communication

Au niveau de ressources humaines, les hommes ont apporté leur contribution à la réalisation des objectifs des humanitaires. Malheureusement, à ce stade d'information, deux personnes ont souhaité nous dire davantage à partir des constats ci-dessous. **R1** : « *Auprès des humanitaires, nous étions en négociation permanente, ils nous donnaient des instructions que nous transmettions en retour à nos parents. Moi personnellement en tant que chef de bloc, je négociais pour l'amélioration des conditions de vie des personnes qui étaient sur mon bloc*. » **R2** : « *Nous étions des intermédiaires entre les réfugiés et les humanitaires. Nous étions également chargés de plaider en faveur de nos parents qui vivaient vraiment les conditions difficiles. ».* Cette situation, montre que les hommes ont joué le rôle de relais d'information entre les humanitaires et le reste des déplacés. Certains ont été chefs de blocs et d'autres ont servi d'intermédiaire entre réfugiés et humanitaires.

Concernant les contenus et types d'informations échangées à Bahn, les hommes dans leur discours ont également fait allusion au type de rapport qu'ils ont entretenu avec les organismes. Par exemple, à la question relative aux types d'information destinés aux hommes, les trois derniers répondants ont prétendu n'avoir pas de bons rapports particuliers avec les ONG, ils ont soutenu ceci : **R2** :« La *communication ne passait pas bien entre réfugiés et humanitaires*. » **R3 :** *Concernant la communication avec les responsables et humanitaires, les échanges passaient difficilement*. » **R4 :** « *Lorsque*

tu rentres dans un bureau appartenant à un agent de LRRRC (agence libérienne de la gestion du camp), il te dit : « Go outside *» ce qui veut dire de sortir de la pièce.* » Il convient donc de conclure que l'atmosphère entre humanitaires et les hommes venant de Danané n'étaient vraiment pas favorable durant l'assistance des ex-réfugiés. Excepté un seul participant qui a soutenu le contraire des avis précédents. Pour lui : **R1** : « *Les échanges entre nous et humanitaires ont permis de nous consoler surtout quand nous sommes dans l'attente d'une assistance quelconque.* » Le répondant a donc privilégié la qualité des rapports qui régissaient les humanitaires et les bénéficiaires.

3.2.3 Énoncés des ex-réfugiées de Pelle-Oula/Taï sur la démarche de communication

Trois interventions sur les sept femmes mobilisées du département de Taï, ont reconnu que leurs représentantes étaient des personnes relais pour exprimer leurs réalités aux différents groupes d'humanitaires de PTP : **R1 : «** *Pour relever ce qui nous déplaisait, nous soumettons nos préoccupations aux agents communautaires des humanitaires. L'information transitait au niveau des agents humanitaires. »* **R2 :** « *Aussi, les chefs de bloc étaient également nos interlocuteurs, parfois on se dit que l'information n'arrivait pas à bon port »* **R3 :** « *Par contre au niveau de la circulation d'information, il était difficile d'avoir accès au chef des agents humanitaires pour expliquer véritablement nos problèmes.».* De ces propos, nous retenons que les ex-réfugiés sollicitaient un point focal (chef de bloc) pour transmettre leur préoccupation, en raison des complications d'accessibilités des humanitaires.

Concernant les types d'information destinées aux femmes, la nécessité d'adresser des messages particuliers aux femmes démontrent l'importance accordée à la gent féminine. Plusieurs témoignages permettent d'expliquer le processus de counseling destiné aux femmes. Ici, quatre femmes ont émis des avis différents sur les instructions réservées aux femmes. La première soutient que les informations reçues pour les femmes concernaient les violences basées sur le genre : **R1** : « *Quand elles sont réunies, l'information régulière portait surtout sur les violences basées sur le genre.* » La deuxième intervenante estime avoir reçu des données portant sur les

questions d'assainissement de leur cadre de vie. Pour cela, il a été question d'hygiène et d'entretien des blocs : **R2** : « *Les informations sur l'hygiène étaient aussi à l'ordre du jour, on nous conseillait d'entretenir régulièrement les latrines et de prendre soin de notre hygiène corporelle.* » La troisième s'est concentrée sur les informations qui ont accordé plus d'intérêts aux enfants. Il a été décidé que chaque mère surveille et prenne soin de son enfant. **R3** : « *On nous disait régulièrement de prendre soin de nos enfants. De ne pas laisser les enfants se balader n'importe comment et déclarer le plus vite possible tout symptôme de maladie sur les enfants*. » La dernière participante s'est plutôt préoccupée des attitudes qui leur permettraient d'éviter les histoires avec les populations voisines. **R4** : « *On nous conseillait également d'éviter les histoires avec les autochtones.* »

Le contenu d'information destinée aux femmes s'est distingué par la vulnérabilité de couche sociale dont elles font l'objet avec les messages basés sur le genre. Leur concernant, l'accent a aussi été mis sur les tâches domestiques et la protection des enfants.

3.2.4 Énoncés des ex-réfugiées de Zouan-Hounien-Danané relative à la communication

Lors de la mise en place du mécanisme de communication, les femmes du camp de Bahn reconnaissent avoir été entretenues par des échanges interpersonnels, sauf que les supports n'ont pas suivi ces discussions. Grâce aux rencontres interindividuels, des inquiétudes de tout ordre se sont dissipées. Quatre des quinze participantes ont émis des avis controversés portant sur le dispositif d'échanges avec les femmes. À cet effet, l'on enregistre les avis suivants : **R1** : « *Les humanitaires venaient nous parler et nous rassurer sur nos différentes préoccupations sans toutefois prendre en compte nos doléances. Par exemple, ils nous promettaient d'augmenter la ration alimentaire dans peu de temps sans le faire véritablement.* » **R2 :** « *Les ONG ont tenu beaucoup de promesses sans toutefois les respecter, que ce soit au Libéria comme en Côte d'Ivoire.* » **R3 :** « *Au début, les ONG venaient communiquer beaucoup avec nous, mais après un bon moment, les visites et rencontres des ONG ont baissé nous laissant sur nos différents points d'interrogation.* » **R4 :** « *Ils sont aussi venus nous informer du processus de rapatriement volontaire compte tenu de la fin de la guerre en Côte d'Ivoire.* » Selon les femmes, les échanges sur

les interrogations qu'elles se posaient ont atténué les crises de colère qui prospéraient. En dépit des actions qui n'ont pas suivi, les rencontres de proximité ont eu des impacts d'assurance.

Au titre des informations à ce niveau, l'on a enregistré un flux d'information portée principalement sur du counseling. Cinq femmes ont réagi et ont laissé croire que les données faisaient cas de plusieurs types d'hygiène tant au niveau corporel qu'au niveau du cadre de vie. Elles soutiennent cet avis selon les propos suivants : **R1** : « *On nous parlait de l'hygiène corporelle et alimentaire (Oxfam), DRC nous parlait de la violence basée sur le genre. Il s'agissait de dénoncer les cas de maltraitance subits de la part de nos maris dans les foyers conjugaux*. » **R4** : « *On nous conseillait de nous laver les mains avant de faire la cuisine, avant de prendre soin de notre bébé*. » **R5** : « *L'hygiène et l'entretien des latrines étaient récurrents.* » Au cours des causeries-débats menés par les humanitaires, il a été question pour les femmes d'avoir un regard sur leur entretien corporel et leur espace environnemental. En plus, il a été aussi porté à la connaissance des femmes, les attitudes à tenir pour la gestion de leur foyer conjugal. **R2** : « *Il était question aussi de nous aider à gérer les conflits au sein du foyer conjugal à réconcilier les couples en séparation*. » En plus du counseling sur les types d'hygiène, des conseils sur la sexualité des réfugiés ont été à l'ordre du jour au cours des échanges. **R3** : « *Pour la sexualité, on rapportait de prendre des préservatifs, afin de pratiquer le planning familial et d'éviter de contracter des maladies*. » Le counseling aura permis aux femmes d'améliorer leur cadre de vie, de prendre soin d'elles.

3.2.5 Recueil succinct et clarification du cadre de communication

L'apport participatif et contributif de la gent masculine auprès des humanitaires dans la mise en place du mécanisme de communication est très capital. Dans cette dynamique, nous constatons que la plupart des hommes ont joué un rôle de relais d'information, tout comme bon nombre parmi eux étaient des intermédiaires entre bénéficiaires et les humanitaires. Certains, à leur tour ont travaillé très souvent en collaboration avec les chefs de bloc. Comme acteurs d'assistance, les hommes allaient de bloc en bloc pour des séances de sensibilisation sur un certain nombre de questions telles que les maladies à risque. Les hommes avaient aussi la responsabilité de maintenir la cohésion

entre les habitants des blocs. Pour cela, ils recevaient donc les instructions pour les transmettre en retour à leurs compatriotes. En revanche, les intermédiaires devaient exposer les préoccupations des habitants de leur bloc et négocier pour quelques éventuelles améliorations des conditions de vie.

Les contenus et types d'information échangés pendant le processus de prise en charge ont été catégorisés en plusieurs volets. Ceux ayant reçu des informations exclusives pour hommes et ceux dont les relations étaient très souvent tendues avec les organismes en charge de leur assistance. Tout d'abord, les hommes ont insisté avoir reçu des conseils portant sur une dissuasion d'intégrer des groupes de voleurs et de bandits. Aussi, ils ont été l'objet de sensibilisation sur l'hygiène des blocs, sur l'entretien de leur environnement respectif et la consommation de l'eau du robinet leur a été recommandée. Il y avait encore des messages spécifiques destinés aux hommes vulnérables. Par ailleurs, un autre groupe d'individus à souligné la difficile collaboration qui prévalait. Les échanges passaient difficilement entre réfugiés et humanitaires y compris avec l'agence libérienne de la gestion du camp (LRRRC) ont-ils martelé.

3.2.5 Énoncés des ex-réfugiées relatifs au cadre de communication dans les camps et des messages transmis

Dans la sphère de communication pendant l'assistance, le sous-thème impliquant l'importance du processus de communication révèle que seules les femmes rencontrées dans le département de Taï ont travaillé aux côtés des humanitaires. Un groupe de femmes étaient sélectionné pour aider les humanitaires dans la distribution et le partage des vivres. Par ailleurs, les femmes ont insisté sur la nécessité du partage d'information. Ne pouvant pas atteindre directement les responsables des ONG, elles transitaient et soumettaient leurs préoccupations aux chefs de bloc et aux agents communautaires. Les chefs de bloc étaient de ce fait leurs interlocuteurs. Grâce aux échanges d'informations, les femmes ont eu des détails sur le processus de rapatriement volontaire, elles ont suivi des séances de counseling pour éviter la maladie Ébola. Les femmes célibataires ont été entretenues pour qu'elles se protègent lors des rapports sexuels. L'entretien de leur famille et de leur foyer a renforcé les connaissances des femmes.

Au sujet des messages transmis, les femmes ont affirmé avoir ressenti de la confiance à partir des séances de counseling portant sur les VBG. Un autre sentiment de protection a conforté les déplacés en les invitant à prendre soin de leur bébé et de leur bien-être. Pour ce qui est du ressort de la santé, des renseignements étaient dans le domaine du planning familial et des rapports protégés pour éviter les maladies sexuellement transmissibles. Les femmes nous ont fait croire également qu'il y avait une recrudescence d'information sur l'hygiène alimentaire, hygiène corporelle et l'hygiène environnementale. L'entretien des latrines était récurrent, on leur a conseillé dans la même approche de se laver les mains avant de faire la cuisine et avant de prendre soin de leur bébé. En outre, elles ont eu écho sur le mode de vie au Liberia et sur comment éviter les problèmes avec les autorités Libériennes. Elles ont été par la suite formées à gérer les conflits au sein du foyer conjugal et réconcilier les couples en séparation.

3.3 Les supports et moyens de communication mobilisés au sein des camps

3.3. 1 Contributions des ex-réfugiés de Zouan-Hounien relatifs aux supports et moyens de communication à Bahn

Les insuffisances en information se sont consolidées par l'avènement des instruments et moyens technologiques de communication. Ces données collectées en ce sens ont permis de satisfaire les lacunes de communication telle que prouvé par les données suivantes. **R1 :** « *La Croix-Rouge nous a permis de téléphoner à partir d'une ligne téléphonique dont la durée était de 3 minutes.* » **R2** : « *Au départ, j'arrivais à joindre la Côte d'Ivoire étant au Libéria. Après j'arrivais à joindre les voisins, le camp était si grand qu'il fallait se joindre par téléphone.* » Les réponses laissent présager l'existence d'une antenne de téléphonie mobile, facilitant à la Croix-Rouge de mettre à la disposition des exilés une ligne téléphonique.

3.3. 2 Propos des ex-réfugiées de Taï relatifs aux supports et moyens de communication mobilisés à PTP

L'étude des supports de communication utilisés dans la prise en charge des femmes issues du département de Taï n'a pas recueilli assez de réactions. La timidité des participantes a généré une faible

réaction de celles-ci et l'on a pu obtenir une seule réponse relative aux moyens de communication.

R1 : « *Oui, il y avait des petites affiches et des grandes affiches souvent.»* Selon cette dame, les humanitaires ont effectivement apporté avec eux des affiches de petites et de moyennes tailles pour leur échange de proximité avec les femmes et l'ensemble des habitants du camp.

3.3. 3 Récapitulatif des supports et moyens de communication au sein des camp

Pour ce qui concerne les supports, les moyens technologiques ont bel et bien été utilisés par les humanitaires. Les humanitaires ont fait usage de vidéoprojecteur dans les phases de sensibilisation sur les effets néfastes de la guerre et sur la violence. Dans la quête d'information, la Croix-Rouge a fait usage du téléphone portable comme moyen technologique. En cela, une ligne téléphonique a été mis à la disposition des réfugiés pour faciliter les contacts téléphoniques avec les parents restés en Côte d'Ivoire. L'usage du téléphone portable comme moyen téléphonique a été pour des raisons diverses très prisée en raison de la nécessité pour les ex-réfugiés d'avoir des nouvelles des proches rester en Côte d'Ivoire, de maintenir le contact permanent avec les parents ainsi que pour les échanges entre réfugiés au Libéria.

3.3. 4 Récapitulatif et implication des supports et moyens de communication au sein des camp

Au niveau des instruments et moyens technologiques de communication, les supports imprimés de petites et de grandes affiches ont fait été sollicitées dans certains camps quand d'autres n'en bénéficiaient pas. En revanche, à propos des moyens technologiques, le téléphone portable a été l'instrument le plus prisé pour le recueil d'informations tant chez les humanitaires que chez les réfugiés. La CICR a donc mis à la disposition des réfugiés une ligne téléphonique gratuite. Quelques réfugiées disposaient aussi du téléphone pour prendre des nouvelles de leur parent et de l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire. Au

terme de cette phase explicative dédiée au mode d'organisation des humanitaires urgentistes et post-urgence envers les ex-réfugiés ivoiriens, nous retenons les principales idées que voici. En premier, plusieurs groupes d'humanitaires se sont succédés dans les différents camps afin de voler au secours des déplacés ivoiriens. Dans leur démarche, chaque groupe était chargé d'un type d'assistance, portant soit en sécurité alimentaire ou en soin médical, etc. Dans le dispositif de prise en charge, quelques individus ont été approchés afin d'intervenir comme intermédiaires ou représentants de communauté dans le but de faciliter l'acheminement de l'information auprès des pairs. Aussi, quelques affiches ont accompagné les structures au niveau des interventions interpersonnelles. Bien d'autres moyens comme le téléphone portable ont été utilisés. La prise en charge des déplacés ivoiriens est aussi allée des camps et s'est étendue dans la phase de rapatriement volontaire. Les lignes suivantes devraient nous en dire d'avantage sur le mode d'organisation de cette étape d'assistance .

4 – Structuration des organismes de réintégration des déplacés ivoiriens

4.1 Intervention de la DAARA

La DAARA est une structure étatique dont le HCR est le principal bailleur financier, son rôle auprès du HCR porte sur les aspects relatifs au processus de rapatriement des réfugiés ivoiriens. À cet effet, le processus de « **Go and See** » et « **Come and Tell** » a été mis en place pour le retour des réfugiés ivoiriens. Cette technique de persuasion a pour but d'évaluer la situation sociopolitique et sécuritaire du pays d'origine, par un échantillon représentatif de ces réfugiés ivoiriens. Aussi, cette démarche entend apprécier l'environnement, la volonté politique et les mesures d'accompagnements relatifs à leur retour définitif. En d'autres termes, on dira que ce procédé consiste à choisir un individu quelconque soit un chef de communauté ou deux représentants parmi les réfugiés au Liberia. Ceux-ci sont mandatés d'aller en terre ivoirienne pour faire un constat de l'évolution de la situation qui prévaut. Ils pourront également observer la manière dont le pays se présente afin de répondre aux différentes conditions de retour et d'être à mesure de

rendre témoignage de ces observations. Une autre technique du même procédé de persuasion des ivoiriens au Liberia se dénomme le « **Come and Tell** ». Il consiste à son tour au choix des autorités (préfet et sous-préfet), les agents de certains ministères de la région y compris des organismes tel que la DAARA avec des rapatriés (ceux déjà revenus du Liberia et réintégré), à se rendre au pays de refuge et créer un cadre d'échange pour faciliter le retour en Côte d'Ivoire des réfugiés.

4.2 Programme de réintégration et de suivi des retournés selon Caritas-Côte d'Ivoire

Caritas Côte d'Ivoire en collaboration avec le HCR, a mis en place un programme d'assistance dans le cadre du retour des déplacés ivoiriens du Liberia. En cela, le rôle de Caritas à côté du HCR vise à la mise en route des convois de rapatriement qui comporte toute une série d'activités, depuis l'entrée à la frontière de la Côte d'Ivoire avec le Liberia. L'exécution de ce travail prend véritablement effet dans la zone d'accueil de retour qui comporte le district des montagnes et le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. C'est-à-dire Guiglo, Bloléquin, Toulepleu Bin- Houin, Zouan-Houin, Man, Bangolo, Duékoué et Tabou. À cet effet, les premiers convois de rapatriement dont la cible initiale était de 25000 personnes ont été organisés en Décembre 2015. Le but même du projet est l'accompagnement des rapatriés de la frontière jusqu'à leur destination d'origine. En effet, les rapatriés une fois accueillis à la frontière, sont introduits dans l'un des centres de transit mis à leur disposition par le HCR à savoir celui de Toulepleu doté d'une capacité de six cent personnes et les deux centres de transit de Danané.

Dans la deuxième phase d'opération de rapatriement, il y a le transport des rapatriés, le secours médical, l'assistance sociale, l'aspect psychologique d'immigration, l'hébergement et la nourriture que Caritas offre aux rapatriés dès leur arrivée. Il y a encore des fonds minimums mis à leur disposition appelé le ″viatique″. C'est un fond que les Nations Unies et le HCR attribuent aux rapatriés s'élevant à 50 000 F CFA attribués aux enfants de moins de 18 ans et 75 000 F CfA pour chaque rapatrié qui a plus de 18 ans. En plus de cela, il y a une assistance portant sur la distribution de kit de retour (Chaque ménage

reçoit des vivres et non-vivres). En 2016 environs 11636 personnes ont été rapatriées, soit 3225 environs ménages (Caritas, 2017).

Grâce à la satisfaction des actions et du travail de rapatriement menés, la Caritas s'est vu confier un renouvèlement de partenariat avec le HCR dans le cadre de la réintégration des réfugiés. Pour l'année 2017, ce projet de réintégration des rapatriés ivoiriens a pris en compte les retournés de 2014, 2015 et 2016. Dans cette optique, des activités d'information et de sensibilisation ont été menées sur les VBG, les formations sur les AGR pour les besoins spécifiques, ont été initiées. Des réhabilitations des établissements sanitaires et scolaires ont été entreprises. En 2017, des maisons et des abris ont été construits pour les rapatriés, en plus des campagnes de sensibilisation sur la cohésion sociale. Par ailleurs, Caritas Côte d'Ivoire en plus du HCR travaillent avec d'autres partenaires comme et le PNUD et DRAO. En 2017, elle a bénéficié d'un financement du PNUD pour la construction de 278 abris dont 205 à Guiglo et 73 à Tabou. Il y a eu également une réhabilitation et construction des bâtiments sur le plan scolaire et sanitaire, y compris une suite de couches à Zeaglo dans le département de Blolequin. En 2018, 198 abris ont été construits, à l'Ouest et au Sud-Ouest. Aussi, avec DRAO, ONG et partenaire locale, des activités d'autonomisation portant sur les AGR ont été initiés. Dans ce contexte, plus de 22 groupements et 20 associations (groupe de jeunes travaillant dans le secteur de petit métier) ont été installés.

4.3 La Coordination de l'ASAPSU et sa mission d'assistance

L'Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire Urbaine, est une organisation non-gouvernementale ivoirienne née en 1989 ayant pris l'engagement d'apporter sa contribution en l'amélioration des conditions de vie des populations. L'ASAPSU a pour mandat principal de participer au développement des questions liées à la santé des populations urbaines et rurales. En collaboration avec le HCR dans l'assistance des réfugiés, l'ASAPSU a joué aussi un rôle important dans la prise en charge des retournés ivoiriens. À cet effet, ses domaines d'intervention ont été des soutiens à l'éducation, des appuis médicaux et des apports socio-économiques. Pour ce qui est du ressort des personnes ayant quitté le territoire ivoirien, l'ASAPSU s'est chargée d'aider les retournés dans la phase de leur

réinsertion et réintégration socio-professionnelle. Les différents services proposés à cet égard ont tourné autour de la sécurité alimentaire, l'appui ponctuel, la prise en charge médicale, la déclaration des naissances, la protection de l'enfance, protection sur les violences basées sur le genre. CCFD-Terre Solidaire nous fait savoir que :

> L'ASAPSU assurait les retours volontaires des réfugiés partis un temps au Bénin et au Togo. Depuis l'investiture du président Alassane Ouattara, le 21 mai 2011, ASAPSU est mobilisé pour favoriser la réinstallation des personnes réfugiées et déplacées (CCFD-Terre Solidaire, 2012).

L'ASAPSU en plus de ses prérogatives médicaux destinées aux faibles couches sociales s'attèle à participer au processus de prise en charge des déplacés internes et aux exilés.

4.4 Le champ d'exécution de DRAO

Le Développement Rural et Agricole de l'Ouest (DRAO) est une organisation non- gouvernementale qui œuvre dans le domaine de l'humanitaire. Elle travaille en collaboration avec les structures des nations unies tels que le HCR, l'OIM et le PNUD. Son champ d'action dans le processus d'assistance s'oriente dans la phase du processus de réintégration et de réinsertion socio-professionnelle des réfugiés ayant séjourné au Liberia. Au-delà de sa feuille de route, elle sait aussi faire des dons pour le bien-être des communautés. À cet effet, Abidjan.net (2021) nous fait savoir que DRAO a offert un lot d'équipement et de matériels agricoles d'une valeur de 13 millions de francs CFA à des comités locaux d'alerte précoce de la paix en zones transfrontalières telle que Taï, Tabou, Toulépleu et Danané. Ce don de matériel était composé de bâches, de chaises, de motos, de tricycles, d'intrants, de matériels de stockage.

En 2017, des maisons, des abris pour les rapatriés ont été construits, y compris des écoles. DRAO, une organisation et partenaire local faisait des activités d'autonomisation, portant sur les AGR. Dans ce registre, plus de vingt-deux groupements ont été installés, en plus

de 20 associations comprenant un groupe de jeunes travaillant dans le secteur de petits métiers. C'est donc un vaste programme que le HCR a financé à l'Ouest de la Côte d'Ivoire.

Au terme de ce parcours relatif aux organismes travaillant aux côtés du HCR dans la prise en charge des réfugiés ivoiriens, nous avons identifié la DAARA, La Caritas, L'ASAPSU, et DRAO ont exécuté leurs activités en collaboration avec la structure onusienne (HCR) qui finance souvent la mise œuvre de ses plans d'actions. Ce qui augure des activités conjointes du HCR, de la DAARA et de Caritas au processus dans le processus rapatriement et réintégration des retournés.

Cependant, en dépit des efforts déployés par les organismes de secours à l'égard des réfugiés, des failles et quelques manquements ont enchevêtré le dynamisme des humanitaires dans leur élan. De ce fait, cette étude est aussi l'occasion de se faire une idée des obstacles qui peuvent éventuellement perturber le dynamisme d'un programme de prise en charge des réfugiés.

Figure 1 : Avis des déplacés relatifs à la prise en charge et aux dispositifs formels observés

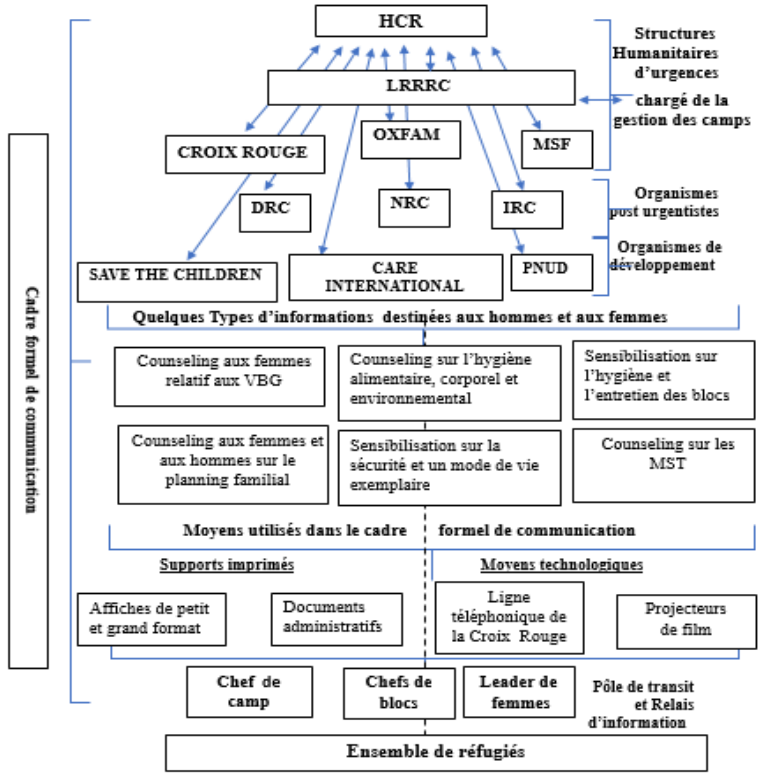


Schéma modélisé de notre étude

5. Discussions

Trois groupes d'acteurs pluriels se sont succédés au sein des camps pour les opérations de secours. Dès l'entame des mouvements de déplacement massifs de la Côte d'Ivoire vers le Liberia, une réponse humanitaire s'est aussitôt formée avec les structures d'urgence. Le HCR, MSF et la Croix-Rouge ont apporté les premiers

secours aux réfugiés. Par la suite, on a retrouvé d'autres organismes qui sont des humanitaires post-urgence comme l'OXFAM, le Conseil Norvégien pour les réfugiés (Norwegian Refugees Council : NRC), le Conseil Danois pour les (Danish Refugees Council : DRC), le Comité International de Secours (International Rescue Committee : IRC) etc. C'est-à-dire qu'ils assurent le maintien et veillent au quotidien des exilés en situation de détresse. Enfin, les structures de développement comme Care International et Save The Children accompagnent les réfugiés jusqu'à leur réintégration socio-professionnelle effective. Enfin, à l'occasion du processus de rapatriement volontaire, le HCR en collaboration avec la DAARA, la Caritas ont procédé au convoyage des ex-refugiés dans leurs localités respectives. À leur tour, ASAPSU et DRAO ont exclusivement contribué à la réinstallation des retournés avec la construction des abris pour les personnes vulnérables en particulier.

Toutefois, ce dispositif de prise en charge, a très souvent été confronté à des lacunes.

En dépit de tous ces moyens mis à la disposition des déplacés dans le but de concourir à leur bien-être, l'aide internationale qui leur est destinée par l'entremise du HCR peine très souvent à assurer convenablement les besoins nécessaires pour la survie de ces personnes durant leur cantonnement dans les sites d'hébergement. Luc CAMBREZY, Veronique LASSAILLY-
JACOB (2001) prennent le contresens de l'opinion publique justifiant l'aisance avec laquelle les humanitaires arrivent à secourir les réfugiés. Pour eux, nonobstant, la bonne volonté des
organismes, se trouvent d'énormes difficultés à surmonter dans l'exercice de leur mission. Ainsi, les auteurs nous font croire que toutes les actions de bonne volonté ne se déroulent pas comme sur des roulettes. Ils citent

> L'action des ONG internationales ou de la Croix-Rouge dépend du volume des contributions financières qu'elles reçoivent pour dispenser cette aide. Le système humanitaire est au bord de l'asphyxie financière... L'assistance est

> en qualité comme en quantité notoirement insuffisante.

L'argent étant au centre de toute initiative humanitaire, des subventions financières, ne sont malheureusement pas générées comme il le faut. Une ONG, en dépit de sa volonté à vouloir satisfaire les réfugiés peut être confrontée à un flux minimum de matériels ou de tout autre don susceptible de couvrir les besoins des déplacés. C'est donc à ce niveau que trébuchent la plupart des organismes qui souhaitent faire des actions d'envergure avec de petits fonds. Cet aperçu émit par les auteurs, soutenant que le système humanitaire peut être au bord de l'asphyxie financière, démontre que les ONG engagées dans l'assistance des réfugiés sont aussi dans la nécessité d'un soutien financier.

À la quête des contraintes et entraves suscitant des handicapes dans la chevauchée des humanitaires vis-à-vis des personnes en détresse, Reymond PHILIPPE, Margot JONAS et Margot ANTOINE (2006-2007), ont mené une étude sur les probables blocages des humanitaires. Les auteurs constatent à leur tour que les soutiens alimentaires peuvent être une machination des pays donateurs afin d'asseoir leur légitimité et emprise sur le pays dont les populations sont en détresse. Par exemple, ils mentionnent :

> l'aide alimentaire peut aussi être instrumentalisée par les pays donateurs. Certains profitent de l'aide d'urgence pour écouler leurs propres excédents agricoles, alors même que les denrées de première nécessité sont souvent disponibles dans les régions en crise. Cette aide s'avère économiquement rentable, puisqu'elle permet de soutenir ses propres producteurs. Par contre, elle a des effets catastrophiques sur les marchés locaux : d'une part, l'importation de denrées gratuites entraîne un effondrement des prix et un affaiblissement de l'agriculture et de l'économie locale ; d'autre part, cela crée une dépendance vis-à-vis de l'aide.

L'aperçu que nous venons de donner plus haut des différentes organisations intervenant dans le champ des réfugiés, permet de

révéler la distinction des groupes humanitaires onusiens et d'autres groupes autonomes avec un cahier de charge bien défini. Ainsi, ces différents groupes d'humanitaires associés au HCR se chevauchent pour la plupart du temps dans l'exercice de leur fonction. Toutefois, de nombreuses enquêtes laissent présager des failles, des lacunes, et même des limites de ces ONG dans leur champ d'action.

Concernant les failles spécifiques observées durant l'aide apportée aux ex-refugiés ivoiriens au Liberia, le témoignage de M. Maho ex-refugié du camp de PTP, dont l'énoncé a dénoncé l'insuffisance de la ration alimentaire. Cette situation prouvé les limites du programme du PAM dans la distribution des vivres effectué au niveau des réfugiés ivoiriens au Liberia. Aussi, AMOS Oyéyémi (2022) a démontré que les efforts des humanitaires dans les camps au Libéria se sont heurtés à la propagation des rumeurs. En cela, plusieurs groupes d'ONG ont vu leur travail s'amenuiser avec l'avènement des informations sans fondements. Selon l'auteur, les rumeurs ont créé une psychose chez les réfugiés et a suscité un climat de peur et d'angoisse fragilisant leur état d'âme. Aussi, le processus de rapatriement a été perturbé et suspendu pour des questions d'insécurité mais aussi à cause de la peur qui effrayait les réfugiés.

De ce fait, nous réalisons un ensemble de limites de fond et de forme auxquelles les humanitaires sont confrontées. Cette discussion montre à quel point des faits peuvent toujours échapper à une bonne dynamique de prise en charge des réfugiés. Cette approche nous ouvre aussi une perspective de réflexion portant sur une démarche théorique plus exhaustive tandis que modèle d'Harold Lasswell s'est juste contenté de nous situer sur les acteurs et leur mode d'organisation sans toutefois proposer des voies qui pourraient remédier les difficultés des humanitaires et des bénéficiaires.

Conclusion

Notre étude qui questionne le mode d'organisation des organismes d'urgences, de post-urgentistes et des acteurs de développement dans la prise en charge des ex-réfugiés ivoiriens de la crise de 2010 à 2011 renseigne une diversité de structures humanitaires ayant intervenu dans les différents camps d'assistance. Cette investigation a également fait ressortir les types d'aides apportés

aux déplacés ivoiriens. À cet effet, il a été question de la distributions des vivres et des non-vivres, des soins médicaux, du suivi scolaire des enfants au sein des camps, des questions d'abris et de bien d'autres éléments qui concourent aux bien-être des réfugiés.

Dans leur dynamique, le HCR et ses collaborateurs ont entrepris 3 grandes phases dans le processus de prise en charge. Des constats ont été remarqués au niveau des soins d'urgence fournis par la Croix-Rouge, le HCR, la LRRRC. Après s'en est suivi des secours apportés au sein des camps après les moments d'urgence et la troisième phase a été au moment du processus de rapatriement et de réintégration. Ces initiatives ont eu la participation de quelques refugiés agissant comme les chefs de bloc, ou de représentants de communauté. La communication interpersonnelle a régi le mode d'échange entre humanitaires et déplacés ivoiriens. En cela, les moyens ayant facilité ce cadre ont principalement porté sur les séances de rencontre par bloc. Tandis que les visites dans les blocs, les techniques d'échanges, tels que les regroupements à la place publique et les échanges à travers les chefs de bloc ont été sollicités également.

Par ailleurs, il est bon de rappeler que notre recherche s'est appuyée sur le modèle des 5 Q d'Harold Lasswell. Par la même occasion, elle a privilégié l'approche qualitative sollicitant des focus groupes d'hommes et de femmes de différents départements de l'ouest de la Côte d'Ivoire. L'enrichissement des données s'est aussi fait à partir des recherches documentaires pour le recueil de données. Enfin, nous pouvons admettre que les actions de prise en charge des organismes ont d'abord conforté et rassuré l'état d'esprit des réfugiés. Cette assurance psychologique a permis de dissiper les chocs liés aux violences et aux conditions sociales vécu en exil. Dans cette dynamique, les femmes et les enfants qui sont des couches vulnérables ont fait l'objet de suivi particulier. Encore, nous pouvons soutenir que le processus de réintégration a levé aussi les barrières et les problèmes portés sur le processus de réconciliation nationale.

Bibliographie

ABIDJAN.NET, (2013), « Libéria : campagne du HCR et de Monrovia destinée aux réfugiés ivoiriens », [mis en ligne le

24/01/2013], http://news.abidjan.net/h/449730.html, consulté le 13/07/18

ABIDJAN.NET, (2021), « des équipements remis aux comités locaux d'alerte précoce à Danané », disponible sur https://news.abidjan.net/articles/695760/des-equipements-remis-aux-comites-locaux-dalerteprecoce-a-danane, consulté le 28/11/2021

AMOS Oyéyémi., (2025), *Réintégration des ex-réfugiés ivoiriens du Libéria, de la crise post-électorale de 2010 à 2011*, in Akiri, volume 3, numéro 4, Octobre 2025, ISSN-L : 2958-2814, p.376

AMOS Oyéyémi., (2022), *Les rumeurs en contexte d'assistance des réfugiés ivoiriens au Libéria après la crise Post-électorale de 2010 à 2011* in Forum de la communication et des Arts, numéro 1,34-49, ISSN : 2958-3713, p.44-45

CAMBRÉZY Luc., LASSAILLY-JACOB Véronique., (2001), *Populations réfugiées : de l'exil au retour*, Paris, p.418

CARITAS CÔTE D'IVOIRE., (2017), *Le Réseau*, Trimestriel d'information-Avril, N°010, p.3

FÉRRÉOL Gilles., (2004), *Sociologie : Cours, méthodes, applications,* Rome, p.145

FRESIA Marion., (2009), *Les mauritaniens réfugiés au Sénégal, une anthropologie critique de l'asile et de l'aide humanitaire*, L'Harmattan France, p.40

HCR/ Engagé. , (2018), *Le SAARA devient la DAARA*, interview exclusif avec Madame Dieket Minata, Abidjan, p.20

LA CROIX-ROUGE , (2021), « En Afrique, l'accès limité à l'aide humanitaire de 26 millions de personnes alarme le CICR », disponible sur https://www.icrc.org/fr/document/en-afrique-lacces-limite-laide-humanitaire-de-26-millions-de-personnes-alarme-le-cicr, consulté le 03/05/2021

MAHO Kouehi., (2019), interview de guide d'entretien réalisé à Ziriglo

PEACE INSIGHT., (2018), « Conflits : Côte d'Ivoire », [mis en ligne le 05/05/2018],

https://www.peaceinsight.org/fr/conflicts/ivory-coast/peacebuilding-organisations/service-daide-et-dassistance-aux-refugies-et-apatrides/, consulté le 17/05 /2020

RELIEFWEB, (2006), « Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au Libéria : Little Wlebo Refugee Camp Profile » [mis en ligne le 20/06/2006] https://reliefweb.int/report/côte-divoire/côte- divoire-liberia-la-communauté-internationale-doit-faire-plus-pour-les, consulté le 19/09/2020

REYMOND Philippe, MARGOT Jonas, MARGOT Antoine,. (2006-2007). *Les limites de l'aide humanitaire,* France, p.35

SAARA , (2013-2014), *Le point humanitaire,* semestriel du N°00, Abidjan

UNHCR , (2012), « Rapport global 2012 du HCR au Libéria », disponible sur

https://www.unhcr.org/fr/publications/fundraising/51efd15b0/rapport-global-2012-hcr-liberia.html , consulté le 03/06/2019